

# ENQUETE SUR LES NOUVELLES FILIERES DU DIAMANT

LE MONDE | 31.10.03 | 13h55

Londres de notre correspondant

Comme le montre le rapport de l'ONU, la contrebande des richesses minérales, en particulier des diamants, finance les seigneurs de la guerre en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Malgré la fin du conflit, le pillage des ressources naturelles continue d'alimenter les violences. Le document met en exergue plusieurs filières de pillage.

## a. Les multinationales, telles que le géant sud-africain De Beers.

"Des accusations sans fondement, totalement absurdes, alors que la RDC a, plus que jamais, besoin d'investissements privés" : critiqué par l'ONU, la De Beers a démenti tout lien avec le trafic des "diamants de sang" en RDC.

Le numéro un mondial de la commercialisation des diamants bruts est accusé d'avoir fermé les yeux sur les agissements, dans l'ancienne colonie belge, de deux de ses clients privilégiés. En contravention de ses propres règles interdisant à ses membres toute transaction de "pierres de conflit", ces firmes dont la multinationale refuse de divulguer l'identité se seraient approvisionnées en marchandise de contrebande. De bonne source, on affirme qu'il s'agirait de Steinmetz et KGK Diamonds. Le premier est un gros négociant basé en Israël, et présent en Afrique du Sud, en Belgique et aux Etats-Unis. Très actif en Angola et en RDC, Benny Steinmetz est très lié aux Oppenheimer, la famille sud-africaine qui contrôle la De Beers.

Selon des informations dignes de foi, le mastodonte de Johannesburg utiliserait Steinmetz pour s'approvisionner en diamants provenant de "zones à problèmes". Quant à KGK, qui appartient à des diamantaires indiens, elle est domiciliée à Anvers.

Lors du déclenchement, en 2000, de la campagne des ONG contre les "diamants de conflit", la De Beers avait montré l'exemple en cessant ses activités en RDC. Ce groupe a joué un rôle de premier plan dans le "processus de Kimberley" visant à réduire le commerce illégal des pierres brutes. Le géant a récemment fait part de son souhait d'obtenir des licences d'exploration diamantifère dans l'ex-Zaïre.

## **b. Les diamantaires libanais, dont la famille Ahmad.**

Deux sociétés belges sont dans le collimateur des Nations unies : Sierra Gem Diamonds et Triple A Diamonds. Ces compagnies, qui ont pignon sur Rue à Anvers, premier centre mondial de négoce du diamant brut, appartiennent à une famille libanaise musulmane, les Ahmad. La première est dirigée Par Nazem Saïd Ahmad, qui faisait partie du groupe de sept diamantaires, en majorité libanais, arrêtés le 10 septembre par la police d'Anvers dans le cadre d'une enquête sur les "pierres de conflit" en provenance du Congo-Kinshasa.

"On cherche à nous expulser du Congo. Ce document est utilisé contre nous par des gens qui ont intérêt à nous faire sortir d'Afrique", affirme l'intéressé, mis en examen mais libéré sous caution. A l'écouter, la vingtaine de comptoirs que les Ahmad possèdent en RDC rachètent des pierres aux négociants congolais, seuls autorisés à aller en brousse à la rencontre des "creuseurs" artisanaux. Ces diamants sont ensuite transférés à Kinshasa, la porte de sortie officielle, d'où ils seraient exportés en toute légalité. Cependant, selon d'autres sources, l'essentiel de la production négociée par les intermédiaires libanais filerait en contrebande, par-delà le fleuve, à Brazzaville.

**c. Les diamantaires israéliens**, parmi lesquels Dan Gertler. Président-fondateur de la Bourse de Tel-Aviv, Schmuël Schnitzer, blanchi par l'enquête de l'ONU, sont l'une des stars du cercle des grands opérateurs internationaux. Toutefois, son associé et vice-président viennent d'être arrêté pour trafic de pierres russes en Hongrie.

Quant à son neveu, Dan Gertler, il est à la cour de la guerre du diamant en République démocratique du Congo. En 2000, sa société, IDI Diamonds, avait obtenu de Laurent-Désiré Kabila l'exclusivité des exportations de l'ensemble des diamants congolais. Le contrat avait été suspendu, un an plus tard, en raison d'un problème de sous-évaluation de la production.

Aujourd'hui, via une société-écran canadienne, Examen, immatriculée au Panama, Dan Gertler est de retour en force. En compagnie de son associé américain, Chaim Leibowitz, il détient le monopole de la commercialisation de la production de la Minière de Bakwanga (Miba). Cette société nationale est la principale source de revenus du Congo. En effet, après la chute dramatique de la production de cuivre, de cobalt et d'or, le diamant fournit les trois quarts des revenus d'exportation du pays. Bailleur de fonds du Parti républicain aux Etats-Unis, Chaim Leibowitz agit également comme relais du président congolais, Joseph Kabila, auprès de l'administration Bush.

#### **d. Les barons des métaux, comme George Forrest.**

Petit et trapu, l'œil vif sous des sourcils impérieux, le Belge George Forrest, 63 ans, détient le portefeuille minier cuivre-cobalt le plus étendu de la RDC. L'entrepreneur, basé à Lubumbashi, chef-lieu de la province méridionale du Katanga, avait été accusé dans un rapport antérieur d'avoir acquis 3 000 tonnes d'un métal rare, le germanium, à un prix dérisoire auprès de la compagnie nationale Gécamines.

Selon ses détracteurs, George Forrest aurait organisé le transfert du plus gros gisement de germanium au monde de la société d'Etat à l'une de ses filiales. L'intéressé affirme que sa compagnie a fourni le savoir-faire technique et les fonds permettant à la Gécamines d'exploiter ce métal utilisé dans les fibres optiques et les satellites de télécommunication.

Selon lui, le métal rare appartient à son associé, le groupe américano-finlandais OMC. "Nous avons été lavés de tout soupçon, mais les experts de l'ONU n'auraient jamais dû nous accuser sans preuves. Bizarrement, contrairement à d'autres, nous restions soumis à un contrôle", déclare un porte-parole du groupe. Pour sa part, l'ennemi juré de George Forrest, le Zimbabwéen blanc Billy Rautenbach, homme-lige du président Robert Mugabe, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour avoir puisé, largement, dans les ressources de l'ancienne colonie belge.

Les affaires diversifiées de Forrest sont enchevêtrées entre différents groupes à cheval entre l'Europe, l'Afrique et le Proche-Orient. En RDC, cet organisateur méticuleux s'est lié, d'abord, avec feu le maréchal Mobutu, puis avec Kabila père et fils. L'aventurier sait tirer les ficelles, quel que soit le pouvoir en place à Kinshasa. Ayant ses entrées partout, il avait été nommé par la France consul honoraire à Lubumbashi.

George Forrest est un familier des membres du nouveau gouvernement de transition, auquel participent les anciens rebelles. "Je fais de l'économie et du social, pas de la politique. Alors que les autres se désintéressaient du Congo, moi, j'ai pris les risques et je suis resté, malgré les tribulations de près de quatre décennies d'indépendance", expliquait au Monde, il y a un an, le "Rockefeller congolais".

Marc Roche